

C'EST SIGNÉ !

Pascal LE MOAL / Nathalie CALIMIA DINANE France-Antilles Guadeloupe 05.03.2009



Jacques Gillot président du conseil général Nicolas Desforcjes, préfet et Elie Domota, porte-parole du LKP, s'apprêtent à signer l'accord. (Roberto Birhus)

Elie Domota et le préfet Nicolas Desforges, ont signé hier soir, vers 20 heures, l'accord qui, au 44e jour de grève générale, replonge enfin la Guadeloupe dans une vie normale.

Normale, mais pas comme avant. Car il y aura un avant et un après grève de 2009. En attendant de tirer le bilan de ce douloureux conflit et de tourner cette page historique du pays, les Guadeloupéens vont savourer un retour à une vie banale. Il a d'ailleurs déjà été en partie amorcé avec une reprise en pointillé dans les écoles et sur les lieux de travail.

« Les signataires appellent à la reprise de l'activité normale et s'engagent à poursuivre les négociations sur les autres thèmes à examiner et notamment à oeuvrer à la résolution des conflits en cours », précise ce document que nous publions dans son intégralité (pages 3 à 5).

La signature a eu lieu dans la salle du Port autonome de Pointe-à-Pitre, où se sont déroulées l'essentiel des négociations.

A l'extérieur du bâtiment, plusieurs centaines de sympathisants du LKP étaient rassemblés. Avant d'aller signer, les patrons du collectif avaient exposé aux militants les principaux points de l'accord salués par des applaudissements.

« Aujourd'hui, c'est la lutte qui paye », a déclaré Elie Domota, à l'issue de la signature. « Il faut continuer à rester mobilisés et continuer à se battre. Nous militons toujours pour l'extension de l'accord (Bino) dans toutes les entreprises de Guadeloupe. »

« Soulagé, ému et content », le préfet Nicolas Desforges a jugé le moment important.

« On en sort par le haut avec un document de 17 pages qui est un document de programme extrêmement important. » Le texte compte 165 articles et récapitule les avancées obtenues depuis le dépôt des 146 revendications du LKP le 20 janvier, pour accroître le pouvoir d'achat. En annexe, l'accord « Jacques Bino », signé par une partie des organisations patronales, qui prévoit une augmentation de 200 euros des bas salaires, point crucial de la négociation.

Mais le document ne peut se résumer à la conclusion de ce seul point. Il est encore trop

tôt pour mesurer les bouleversements qu'il va provoquer dans notre quotidien. Ce qui est certain, c'est que ce texte de dix-sept feuillets est fondateur et qu'il n'a pas fini de faire débat.

- INTERVIEW Elie Domota, porte parole du LKP : « Nous avons cassé l'adage « konplo a nèg sé konplo a chyen » »

Peu avant la signature du projet de protocole d'accord de fin de conflit, Elie Domota livre son sentiment sur deux mois de conflit. Les côtés positifs et négatifs du mouvement, l'attitude des uns et des autres et dresse un premier bilan de cette mobilisation générale exceptionnellement longue.



Quel bilan faites-vous de 44 jours de grève ?

LKP a entamé un combat. Nous nous rendons compte aujourd'hui que nous possédons une vraie base de travail. Il s'agit dans les semaines à venir de poursuivre l'action. Même si nous avons obtenu des avancées sur les différents chantiers (baisse des prix de l'eau, du transport...). Beaucoup reste encore à faire, notamment la baisse des produits de première nécessité, des assurances, des matériaux de construction, des livres et fournitures scolaires... Nous nous devons d'intervenir le plus largement possible.

Comment allez-vous poursuivre les négociations sur les autres points qui n'ont pas été totalement satisfaits à la signature de l'accord ?

Nous travaillerons en commission. Même s'il y a une reprise normale de l'activité économique, nous restons mobilisés. Nous savons que seule la mobilisation nous permettra d'aboutir à nos revendications. Concrètement, nous avons prévu des réunions hebdomadaires, bimensuelles, mensuelles, pour faire avancer tous ces dossiers.

Des commissions au sein du LKP planchent sur le prix des produits de première nécessité, sur les tarifs de la banque, de l'eau... Dans le cadre de l'accord, il y a une commission de suivi composée de représentants associatifs, notamment du LKP. Elle sera convoquée par le préfet. Et j'ai entendu dire que Jégo allait venir présider la mise en oeuvre.

Notre société est touchée par la surconsommation à outrance. Pensez-vous vraiment que les gens vont changer leurs habitudes de consommation et de vie après cette mobilisation ?

Il s'agit de poursuivre la « conscientisation ». A travers cette mobilisation, nous voulions que les Guadeloupéens gagnent en liberté. Comment ? En mettant l'accent sur la protection agricole, sur le développement de la production locale. Nous nous sommes battus pour que les agriculteurs et les pêcheurs obtiennent des aides de l'Etat qui leur permettront ainsi de répercuter la baisse de leurs charges sur le prix de leurs produits. Le but est simple. Le retour à notre environnement, à notre bio diversité. Je sais que ce n'est pas facile, mais c'est un combat à mener pour changer notre mode de consommation et gagner plus de liberté.

Le pouvoir d'achat que nous aurons en plus, nous devons l'utiliser pour notre épanouissement, pour nos enfants. L'argent en plus devrait servir aussi à mieux nous soigner, nous cultiver, faire autre chose que d'être un simple objet de consommation.

Qu'avez-vous à dire sur le déroulement de cette mobilisation sans précédent ?

Nous en sommes très fiers. Les sociologues, les anthropologues ou encore les journalistes d'ici et d'ailleurs ont remarqué et relayé le côté exceptionnel de ce mouvement. Ils n'ont jamais vu dans le monde une telle mobilisation durer aussi longtemps et porter une telle revendication. Nous sommes fiers aussi d'avoir pu nous rassembler. Quarante-neuf organisations unies pour un même combat, ce n'est pas rien.

Mieux, nous avons réussi à rassembler des milliers de Guadeloupéens. Nous avons cassé l'adage « konplo a nèg sé konplo a chyen » . Non. Nous sommes capables d'allier nos forces pour défendre l'intérêt général.

La mobilisation a eu des conséquences économiques graves. Le Medef affirme que de nombreux emplois sont en péril de même que beaucoup d'entreprises. Qu'avez-vous à répondre ?

Dans ce dossier, le Medef est complètement discrédité. Le Medef ne s'est jamais occupé du développement de l'emploi en Guadeloupe. De plus, beaucoup d'entreprises affiliées à cette organisation sont prêtes à adhérer à l'accord Bino. Dans les jours qui viennent, lorsque la situation reviendra à la normale, les discussions vont reprendre dans les entreprises.

On ne doit pas nous rendre responsables du dépôt de bilan des entreprises. Pendant plusieurs semaines, nous avons réclamé des négociations, personne n'a fait aucune proposition. Quand ils ont senti souffler le chaud, ils ont sorti des solutions de leur chapeau. Aujourd'hui, ne venez pas nous accuser de quoi que ce soit. Le conflit aurait pu se régler en une semaine. Mais que ce soit l'Etat ou les organisations patronales, ils ont fait le choix du pourrissement. Nous leur avons montré notre détermination. Je rappelle que l'accord Bino est la copie conforme du préaccord négocié le 8 février.

Que dites-vous à ceux qui n'ont pas signé l'accord Bino ?

Les organisations patronales sont libres. Le Code du travail est formel. Il y a un accord signé entre des organisations patronales, interprofessionnelles de salariés. Il s'applique de facto dans toutes les entreprises adhérentes. Et celles qui veulent l'appliquer individuellement peuvent faire la démarche auprès de la direction du travail. Nous avons entrepris également une autre démarche : celle de l'extension de l'accord auprès du ministère du Travail.

Je dis que c'est un problème qui va être résolu dans les prochaines semaines! On ne peut pas, dans un petit pays comme la Guadeloupe, avoir deux niveaux de salaires. Les salariés dont les entreprises n'ont pas signé, devront se mobiliser aussi.

LKP est né en décembre. Mais les revendications, l'organisation, la méthode... Tout cela vous l'avez imaginé, il y a longtemps ?

Nous n'avions pas imaginé que la mobilisation prendrait cette forme. Depuis 2002, les organisations syndicales travaillent sur l'élaboration d'une plate-forme de la classe ouvrière. Nous n'arrivions pas à nous mettre d'accord sur un document. Toutefois, chaque organisation a émis des idées et créé un projet. En décembre dernier, peut-être étions-nous arrivés à une certaine maturité ? Quand nous avons pris les premiers contacts au mois de novembre tout le monde a répondu présent. LKP, c'est le fruit d'une série d'initiatives durant les six dernières années.

Vous avez beaucoup critiqué l'attitude de nos politiques. A l'issue de ce conflit avez-vous changé d'opinion ?

Ce sont les politiques qui nous ont beaucoup critiqués. Je pense qu'ils ont sous-évalué le mouvement social. Ils n'auraient pas dû s'y opposer. Mais plutôt chercher à comprendre son origine et essayer de porter des réponses. Mais pour certains, la première réaction a été la critique. D'autres ont fini par mesurer à travers la mobilisation, la désespérance de la Guadeloupe et ont changé leur fusil d'épaule. C'est tant mieux.

Ces quarante-quatre jours ensemble ont-ils changé vos relations entre organisations et aussi entre les hommes ?

Je crois que nous avons toujours eu de bonnes relations. Simplement nous ne prenions pas le temps de nous asseoir ensemble et d'allier nos forces pour un objectif bien précis. Nous l'avons fait, il faut continuer sur d'autres chantiers communs, tout en conservant, chacun, nos convictions, notre entité et notre mode de fonctionnement.

- La délivrance



« Ca y est. Enfin! » , soupire une jeune femme qui arbore un tee-shirt aux couleurs de la Guadeloupe. Le soulagement est général, même si à la fin du meeting, Rosan Mounien, l'un des leaders du LKP, feint l'ignorer en posant la question de confiance à la foule : « Eskè zòt paré pou nou ay signé ? » .

Une heure avant la signature, un cri parcourt la foule. Les 49 du LKP arrivent. Tès, l'animateur, vient de chauffer l'assistance. L'atmosphère est à la fête. Ils vont signer, ce soir. « 44 jou nou té la... La Gwadeloup sé tan nou... » , chante Maya, pour les tenir en haleine. La foule massée sur

la petite place du port autonome est en liesse. « Merci, merci Domota! » lance une autre admiratrice. Les roulements de tambours des grands jours de fête en Guadeloupe, résonnent devant le siège du port autonome de la Guadeloupe rendu désormais célèbre pour avoir été le théâtre des négociations clés de ce long conflit.

Peu avant 20 heures, comme un seul homme, les représentants des organisations syndicales et politiques, les membres d'associations, corps du LKP, prennent place autour de la table. Ce soir, l'heure n'est plus aux discussions, mais à la signature... L'émotion est intense dans l'enceinte du port et sur la placette. Huis clos de quelques minutes entre l'ensemble des 49 membres du LKP, l'Etat et les représentants des collectivités locales.

Puis, l'heure tant attendue de la signature arrive, sous l'oeil des caméras, Le préfet Nicolas Desforges, le président du conseil régional, Victorin Lurel, le président du conseil général, Jacques Gillot, et le leader du LKP, Elie Domota, sont autour de la table officielle pour apposer leur signature. Une délivrance pour toute la Guadeloupe.